

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOI

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 66

Excusés : 12

Absents : 2

REUNION DU 7 DECEMBRE 2020

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT, le LUNDI SEPT DECEMBRE à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment
convoqué le PREMIER DECEMBRE DEUX MILLE VINGT, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot
1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

| | |
|-----------------------------|--|
| <u>ETAIENT PRESENTS :</u> | Mme ADLANI Farida, M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROSSO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. DESRUMAUX Denis, M. DRIEU Fleury, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme JAOUANI Amel, M. JAR Youssef, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, M. MARAN Max, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MENDES Odette, Mme MEKKI Chérifa, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SAULIERE Gilles, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, M. ZANGRILLI François. |
| <u>EXCUSES</u> | Mme BELMOUDEN Fatima, Mme BOUR Patricia, Mme COLLET Marie-Claude, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. FERREIRA Lino, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, M. MOULINNEUF Serge, M. MUSQUET Jean-Marie, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, Mme YOUSSEF Mélissa |
| AYANT DONNE POUVOIR A | Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. VAZ Micaël, M. GESELL Quentin, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. BAILLON Jean-François, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. PRUNIER Gérald, M. BOUMEDJANE Karim, Mme VERTE Monique, M. CHAUSSAT Jacques, M. BLANCHET Stéphane |
| <u>ABSENTS</u> | Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme BENAMMOUR Mérim |
| <u>SECRETAIRE DE SEANCE</u> | M. ASENSI François |

DELIBERATION N°159 – DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – AVENANT A LA CONVENTION ENTRE L'EPT PARIS TERRES D'ENVOI ET L'ASSOCIATION INITIACTIVE ÎLE-DE-FRANCE ET RELATIVE AU « FONDS RESILIENCE ÎLE-DE-FRANCE ET COLLECTIVITES »

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier GUYON,

Vu les articles 107 et 108 du Traité de fonctionnement de l'Union Européenne,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 1511-2 et L1511-7 du CGCT,

Vu la loi 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,

Vu la loi 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions,

Vu le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 adopté par la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016,

Vu la délibération du conseil de territoire n° 125, en date du 13 novembre 2017, de l'EPT Paris Terres d'Envoi relative à l'affirmation des priorités territoriales concernant les compétences partagées avec la Métropole du Grand Paris, qui indique que les actions d'accompagnement des entreprises sont à traiter prioritairement au niveau territorial,

Vu la délibération CR 2020-029 du 11 juin 2020 du conseil régional d'Ile-de-France approuvant la convention ayant pour objet la création du fonds de résilience,

Vu la délibération CR 2020-029 du 11 juin 2020 du conseil régional d'Ile-de-France autorisant certaines collectivités infra-régionales d'Ile-de-France dont les EPCI-EPT à abonder « Fonds de résilience » définis et mis en place par la Région,

Vu la délibération n° 47 du conseil de territoire, en date du 11 juillet 2020, de l'EPT Paris Terres d'Envoi relative à la contribution au « Fonds Résilience Ile-de-France et collectivités »

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20201207-159-07-12-2020-DE
Date de télétransmission : 21/12/2020
Date de réception préfecture : 21/12/2020

Vu la convention avec la Région Ile-de-France autorisant l'EPT Paris Terres d'Envol à abonder le « Fonds Résilience Ile-de-France et collectivités », signée le 30 juillet 2020,

Vu la convention avec l'association InitiActive Ile-de-France relative à la dotation du « Fonds Résilience Ile de France et collectivités », signée le 24 juillet 2020,

Considérant le rôle de l'EPT Paris Terres d'Envol en matière de développement économique et plus particulièrement en termes d'accompagnement des entreprises,

Considérant l'intérêt de l'EPT Paris Terres d'Envol à soutenir les entreprises de son territoire très impactées par l'épidémie de Covid-19, et notamment celles relevant des secteurs hôtellerie, restauration, tourisme, évènementiel, divertissement, bien-être, et celles étant les plus en difficulté,

Considérant la convention avec la Région Ile-de-France autorisant l'EPT Paris Terres d'Envol à abonder le « Fonds Résilience Ile-de-France et collectivités » et la convention avec l'association InitiActive Ile-de-France relative à la dotation du « Fonds Résilience Ile-de-France et collectivités »,

Considérant le projet d'avenant entre InitiActive Ile-de-France et l'EPT Paris Terres d'Envol qui vise à élargir le fonds aux entreprises de 20 à 50 salariés des secteurs les plus touchés, à assouplir la définition de l'entreprise en difficulté et à concentrer l'accompagnement sur les entreprises qui n'ont pas obtenu de prêt bancaire ou qui n'ont pas reçu un soutien bancaire suffisant et dont le besoin de trésorerie est important,

Considérant que ce projet d'avenant n'implique aucune évolution quant à la participation financière de l'EPT,

Après en avoir délibéré,

- **Autorise** le Président de l'EPT Paris Terres d'Envol à signer l'avenant à la convention avec l'association InitiActive Ile-de-France relative à la dotation du « Fonds Résilience Ile-de-France et collectivités »,

Adopté à l'unanimité

Le Président
Bruno BESCHIZZA

